



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 28 du 18 septembre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 18 septembre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1103
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1103
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1103
Bureau des procédures environnementales.....	1103
Arrêté inter-préfectoral n° 2013-1865 du 6 septembre 2013 portant autorisation au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement concernant le plan de gestion des travaux d'entretien régulier du canal de la Marne au Rhin Ouest de VITRY-LE-FRANÇOIS (51) à TOUL (54).....	1103
Arrêté du 16 septembre 2013 déclarant cessibles les parcelles nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dénommée « La Haie Cerlin », située sur le territoire de la commune de SEICHAMPS.....	1107
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1108
Bureau de l'interministérialité.....	1108
Extrait de décision du 12 septembre 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	1108
Extrait de décision du 12 septembre 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	1108
Arrêté MODIFICATIF N° 13.BI.25 du 17 septembre 2013 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale.....	1109
Arrêté N° 13.BI.26 du 17 septembre 2013 accordant délégation de signature à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE.....	1109
Arrêté N° 13.BI.27 du 17 septembre 2013 accordant délégation de signature à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet.....	1112
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1112
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1112
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1112
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-075 du 13 septembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection des couches de roulement de la RN59 entre les PR 5+500 et 7+300, dans les 2 sens de circulation.....	1112
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1114
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1114
Etablissements de santé.....	1114
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0877 du 12 septembre 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY au 1er septembre 2013.....	1114
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1115
Produits de santé et biologie.....	1115
Arrêté ARS n° 2013-0856 du 6 septembre 2013 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie du 8 rue de Bretagne à COSNES-ET-ROMAIN (54400) au 20 bis rue du Dauphiné dans la même commune - Licence N° 54#001074.....	1115
Arrêté ARS n° 2013-0857 du 6 septembre 2013 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie du 108 bis rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230) au n°131 de cette même rue dans la même commune - Licence N° 54#001075.....	1116
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1116
Arrêté n° 2013-0868 en date du 10 septembre 2013 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe & Moselle.....	1116
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT.....	1118
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1118
AFFAIRES JURIDIQUES ET MARCHES PUBLICS.....	1118
Arrêté DREAL-2013-09 du 4 septembre 2013 portant subdélégation de signature.....	1118
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1122
SECRETARIAT DE DIRECTION.....	1122
Arrêté du 2 septembre 2013 portant délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal (SIP de VANDOEUVRE).....	1122
Arrêté du 2 septembre 2013 portant délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal (SIE de VANDOEUVRE).....	1123
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1123
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1123
Arrêté du 29 août 2013 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques miniers (PPRM) sur les communes de Joudreville, Mont-Bonvillers et Piennes.....	1123
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	1124
Arrêté de subdélégation de signature du 13 septembre 2013 (ordonnateur secondaire et marchés).....	1124
Arrêté de subdélégation de signature du 13 septembre 2013.....	1124
AUTRES SERVICES.....	1125
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1125
DIRECTION GENERALE.....	1125
Délégation de signature 2013-09-06 du 6 septembre 2013.....	1125

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau des procédures environnementales*

Arrêté inter-préfectoral n° 2013-1865 du 6 septembre 2013 portant autorisation au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement concernant le plan de gestion des travaux d'entretien régulier du canal de la Marne au Rhin Ouest de VITRY-LE-FRANÇOIS (51) à TOUL (54)

Le Préfet de Région Champagne-Ardenne,
Préfet du département de la Marne,

La Préfète de la Meuse,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement, notamment les Livres II – Titres 1ers, dont les articles L214-1 à L214-6, la nomenclature annexée à l'article R214-1 et les articles R214-6 à R214-31,
VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT Préfet de Meurthe-et-Moselle,
VU le décret du 14 septembre 2012 nommant M^{me} Isabelle DILHAC Préfète de la Meuse,
VU le décret du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre DARTOUT Préfet de la région Champagne-Ardenne, Préfet de la Marne,
VU l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0. de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement,
VU l'arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0. (1^ob et 2^ob) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
VU l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2^o) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-3161 du 4 avril 2012 concernant l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de la Meuse,
VU l'arrêté préfectoral n° 2013-208 du 28 janvier 2013 accordant délégation de signature à Madame Hélène COURCOUL-PETOT, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse,
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Seine Normandie approuvé le 29 octobre 2009,
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse approuvé le 27 novembre 2009,
VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 29/05/2012, présenté par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – Direction Interrégionale Nord-Est représenté par Madame la Directrice De La PERSONNE Corinne, enregistré sous le n° 55-2012-00105 et relatif à Plan de gestion des travaux d'entretien régulier du canal de la Marne au Rhin Ouest, complété le 19 novembre 2012 à la demande de la Direction Départementale des Territoires de la Meuse,
VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du lundi 14 janvier 2013 au samedi 16 février 2013,
VU l'avis favorable assorti d'observations de l'Agence Régionale de Santé délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle en date du 5 février 2013,
VU l'avis favorable assorti d'observations de l'Agence Régionale de Santé délégation territoriale de la Marne en date du 11 février 2013,
VU l'avis favorable assorti d'observations de l'Agence Régionale de Santé délégation territoriale de la Meuse en date du 21 février 2013,
VU l'avis favorable assorti d'observations de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques délégation inter-régionale Nord-Est en date 12 octobre 2012,
VU l'avis réservé de l' Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques service départemental de Meurthe-et-Moselle en date du 23 août 2012,
VU l'avis favorable assorti d'observations de la Fédération de la Marne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique en date du 26 juillet 2012,
VU l'avis réputé favorable de la Fédération de la Meuse pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
VU l'avis réputé favorable de la Fédération de la Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
VU l'avis favorable assorti d'observations du Parc Naturel Régional de Lorraine en date du 14 septembre 2012,
VU les avis favorables des communes de TREVERAY, SAVONNIERES-DEVANT-BAR, TRONVILLE-EN-BARROIS, REVIGNY-SUR-ORNAIN, VAL D'ORNAIN, LIGNY-EN-BARROIS, LONGEVILLE-EN-BARROIS, ETREPY, LE BUISSON, PARGNY-SUR-SAULX, PONTION, BIGNICOURT-SUR-SAULX, FOUG, LAY-SAINT-REMY,
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 29 mars 2013,
VU le rapport au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques rédigé par l'unité Eau et Risques de la DDT de la Meuse en date du 14 juin 2013,
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Meuse le 1^{er} juillet 2013,
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Marne le 11 juillet 2013,
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Meurthe-et-Moselle le 11 juillet 2013,
VU la consultation du pétitionnaire en date du 15 juillet 2013,
VU le changement de statut de VNF au 1er janvier 2013, d'Etablissement Public Industriel et Commercial en Etablissement Public Administratif, et le changement de dénomination de la Direction du Nord-Est en Direction Territoriale Nord-Est,
CONSIDÉRANT que Voies Navigables de France doit avoir recours au dragage et à des opérations d'entretien des berges et de la voie d'eau pour assurer le gabarit des chenaux de navigation et permettre un bon fonctionnement hydraulique de son réseau,
CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 214-12 du code de l'environnement, il est statué par arrêté conjoint des préfets lorsque l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont réalisés sur plus d'un département,
SUR proposition des Secrétaires Généraux des préfectures de la Meuse, de la Marne et de la Meurthe-et-Moselle,

ARRETEMENT

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1er - Objet de l'autorisation

Le présent arrêté autorise l'établissement public administratif VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – Direction Territoriale Nord-Est représenté par Madame la Directrice Corinne De La PERSONNE, dénommé « maître d'ouvrage », à réaliser les opérations de dragage et d'entretien sur l'unité hydrographique cohérente (UHC) du Canal de la Marne au Rhin Ouest de Vitry-le-François (département de la Marne) à Toul

(département de la Meurthe-et-Moselle).

L'unité hydrographique cohérente inclut la portion du ou des bassin(s) versant(s) qui contribue aux apports sédimentaires sur la section considérée ainsi que les annexes hydrauliques (réseaux d'alimentation, rigoles d'alimentation, fossés, contre fossés, bras secondaires des rivières, etc.). Elle n'inclut pas les réservoirs d'alimentation qui feront l'objet, si nécessaire, d'une demande d'autorisation spécifique.

Les rubriques définies au tableau R. 214-1 du code de l'environnement concernées par ces opérations sont les suivantes :

Opérations de dragage		
Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.30 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : <ul style="list-style-type: none"> Supérieur à 2 000 m3 (A) Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.	Autorisation
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet <ul style="list-style-type: none"> Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A). Dans les autres cas (D). 	Autorisation
2.2.3.0.	Rejet des eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : Le flux total de pollution brute étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieur ou égale au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (A). Compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D). Le produit de la concentration maximale d' <i>Escherichia coli</i> , par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D.1332-1 et D.1332-16 du Code de la Santé Publique, étant : <ul style="list-style-type: none"> Supérieur ou égal à 1011 E coli/j (A). Compris entre 1010 à 1011 E coli/j (D). 	Autorisation
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.30 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : <ul style="list-style-type: none"> Supérieur à 2 000 m3 (A) Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.	Autorisation
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet <ul style="list-style-type: none"> Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A). Dans les autres cas (D). 	Autorisation
3.1.3.0.	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : <ul style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 100 m (A). Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D). 	Autorisation
3.3.2.0.	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie : <ul style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 100 ha (A). Supérieure à 20 ha, mais inférieure à 100 ha (D). 	Autorisation

Article 2 - Caractéristiques des activités

Les travaux d'entretien peuvent porter directement sur la voie d'eau (intervention dans le lit mineur comme le dragage), mais également sur les berges (protection contre l'érosion notamment).

Dans le cadre des opérations de dragage, les opérations suivantes seront réalisées par le maître d'ouvrage :

- Caractérisation des sédiments à extraire ;
- Dragage des sédiments par des méthodes appropriées ;
- Transports des sédiments ;
- Filières de prétraitements et de traitements des sédiments ;
- Filières de gestion des sédiments dragués.

Dans le cadre des opérations d'entretien, les opérations suivantes seront réalisées par le maître d'ouvrage :

- Entretien de la voie d'eau ;
- Entretien des berges.

La présente autorisation concerne les opérations d'entretien régulier. Les opérations d'amélioration et de création, en particulier les protections de berges devront faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La présente autorisation ne couvre pas la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, en particulier concernant l'extraction des sédiments, leur stockage et leur traitement.

Titre II : PRESCRIPTIONS**Article 3 - Dispositions de programmation des travaux et de contrôle****3.1. Réunion annuelle de programmation des travaux**

À son initiative, le maître d'ouvrage organise une réunion annuelle de programmation en novembre ou décembre de chaque année.

Lors de cette réunion annuelle, le maître d'ouvrage présente un programme annuel prévisionnel des opérations à mettre en œuvre pendant l'année N+1, ainsi que le bilan des opérations menées au cours de l'année N.

Six semaines avant cette réunion, le maître d'ouvrage adresse une version papier du programme prévisionnel et du bilan aux participants.

Le maître d'ouvrage invite à la réunion annuelle, au minimum :

- Le service police de l'eau des DDT des départements concernés,
- Les services en charge des ressources et milieux naturels des DREAL Lorraine et Champagne-Ardenne,
- L'Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'Environnement (Unités territoriales et (ou) DREAL - IIC),
- Les services départementaux de l'ONEMA,
- La délégation interrégionale Nord-Est de l'ONEMA,
- Les délégations territoriales de l'ARS des départements concernés,
- La FDPMA des départements concernés,
- Le Parc Naturel Régional de Région Lorraine,
- tous autres organismes ou associations susceptibles d'être concernés par les travaux envisagés.

3.2. Programmation annuelle

Le programme annuel prévoit toutes les opérations que le maître d'ouvrage envisage de réaliser pendant l'année N+1, sur la base des résultats des levés bathymétriques, des résultats d'analyses des sédiments et des observations de terrain.

Des opérations supplémentaires, autres que les interventions d'urgence mentionnées à l'article 3.5., ne peuvent être ajoutées en cours d'année que de manière exceptionnelle et doivent être dûment justifiées.

Le programme annuel prévisionnel permet, concernant les opérations de dragage, de :

- définir le volume prévisionnel de sédiments à draguer sur l'année N+1,
- présenter la localisation des zones à draguer et notamment la présence ou non de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées,
- présenter la qualité physico-chimique (sur la base d'analyse) des sédiments à draguer permettant de caractériser les sédiments et la destination envisagée,
- définir la période d'exécution.

Le programme annuel prévisionnel permet, concernant les opérations d'entretien, de :

- présenter la localisation des parties de voies d'eau qui feront l'objet de travaux sur l'année N+1 et notamment la présence ou non de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées,
- présenter les techniques qui seront mises en œuvre,
- définir la période d'exécution.

Les périodes d'exécution des opérations de dragage ou des opérations d'entretien proposées par le maître d'ouvrage sont validées au cours de la réunion annuelle de programmation.

3.3. Bilan annuel

Lors de la réunion annuelle, le maître d'ouvrage présente un bilan des opérations menées au cours de l'année N.

Le bilan annuel contient les éléments suivants :

- une présentation des volumes dragués avec leur localisation,
- une présentation des résultats d'analyses effectuées,
- une présentation des filières de gestion des sédiments utilisées,
- une présentation des interventions d'entretien menées avec leur localisation,
- une présentation des mesures de précaution et mesures réductrices particulières mises en œuvre dans le cadre d'interventions spécifiques,
- un bilan des accidents – incidents et mesures correctrices mises en œuvre.

3.4. Validation des opérations

Pour chaque opération de dragage ou d'entretien et au moins trois mois avant la phase travaux, le maître d'ouvrage transmet la fiche d'actions des opérations de dragage ou la fiche d'actions des opérations d'entretien pour validation, au service Police de l'eau du département concerné.

En présence de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées, une fiche d'incidence NATURA 2000 est annexée à la fiche d'actions correspondante. La fiche est détaillée et précise clairement les impacts environnementaux et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation.

Cette fiche d'action est instruite par le service Police de l'eau en collaboration avec le service Police de la nature qui vérifie le respect des conditions de programmation et d'exécution, telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation déposé par le maître d'œuvre, et du respect des prescriptions de la présente autorisation.

Le service Police de l'Eau se réserve le droit, sur avis motivé, de refuser la réalisation des travaux, notamment si ceux-ci se font durant les périodes de reproduction des oiseaux (mois d'août).

3.5. Opérations d'urgence

Les travaux d'urgence sont effectués selon les conditions l'article R214-44 du Code de l'Environnement.

3.6. Conditions de diffusion des documents

Les données présentées lors de la réunion annuelle (programmation et bilan) et les fiches d'actions sont considérées comme publiques et accessibles en tant que telles. Le maître d'ouvrage publie ces documents sur le site internet de son choix, dont l'adresse est indiquée sur chaque document.

3.7. Exécution et contrôle

Le plan de gestion des travaux d'entretien régulier tel qu'il figure au dossier de demande d'autorisation et les opérations qui en découlent peuvent faire l'objet d'un contrôle par le service en charge de la police de l'eau au titre de la loi sur l'eau.

Le service Police de l'eau de la Meuse rapporte auprès de la mission inter-services de l'eau le bilan annuel commenté fourni par le maître d'ouvrage.

Cinq ans après le début de l'autorisation, le maître d'ouvrage fournit un bilan du plan de gestion et, le cas échéant, une actualisation du plan de gestion relative à la prise en compte des progrès technologiques constatés et de l'évolution de la réglementation.

Article 4 - Prescriptions spécifiques

4.1. Caractérisation des matériaux de dragage

Pour chaque opération de dragage le maître d'ouvrage procède à des prélèvements et analyses des sédiments à draguer. À partir de ces éléments, le maître d'ouvrage réalise une étude de caractérisation des sédiments. Les résultats obtenus sont ensuite interprétés afin d'établir un état des lieux de la qualité des sédiments avant dragage. Ces résultats et le rapport d'analyse sont transmis au service police de l'eau dans les plus brefs délais.

Les échantillons de sédiments doivent être représentatifs du contexte local au moment des travaux. Leur nombre et les modalités d'obtention doivent être cohérents avec la surface concernée, la nature granulométrique et physico-chimique du sédiment.

Les paramètres physico-chimiques analysés sont ceux décrits dans l'article 5 de l'arrêté du 30 mai 2008.

4.2. Aire de stockage des sédiments

Le maître d'ouvrage recueille l'accord des propriétaires des terrains sur lesquels il compte installer les dépôts de sédiments dragués.

En cas de dépôts de sédiments sur des terrains agricoles, la Chambre d'Agriculture du département concerné doit être consultée et un protocole permettant de gérer les conditions de mise en dépôt doit être signé entre les deux parties.

En cas d'épandage sur des terrains agricoles, la Chambre d'Agriculture doit disposer des résultats d'analyse des sédiments, notamment traces métalliques, hydrocarbures, HAP, PCB et écotoxicité ; le plan d'épandage doit être validé par le service Police de l'Eau et la Chambre d'Agriculture.

Les dépôts de sédiments sur les zones humides ou en lit majeur de cours d'eau sont proscrits. En cas de doute sur le caractère humide d'une zone, une caractérisation de cette zone est faite par le maître d'ouvrage.

4.3. Bief utilisé pour la défense incendie

Le maître d'ouvrage listera les biefs habituellement utilisés pour la défense incendie sur l'ensemble de l'Unité Hydrographie Cohérente du Canal de la Marne au Rhin Ouest.

La fiche d'actions des opérations de dragage est complétée en intégrant au chapitre 2 « Contraintes environnementales » - tableau EAU une ligne « Bief utilisé pour la défense incendie ».

Trois mois avant le début de chaque opération de dragage, le maître d'ouvrage en informe le Service Départemental d'Incendie et de Secours du département concerné et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement bord à voie d'eau.

4.4. Protection des captages d'Alimentation en Eau Potable

Les opérations de dragage d'entretien dans le périmètre de protection immédiat d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine sont interdites conformément à l'article R. 1321-13 du code de la santé publique.

Le maître d'ouvrage se doit de respecter les prescriptions relatives aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine.

Le maître d'ouvrage informe, au moins 3 mois avant le début des travaux, les exploitants de captages lorsque des opérations de dragage se situent dans le périmètre de protection d'un captage.

Aucune zone de stockage des sédiments ne se situera à l'intérieur d'un périmètre de protection de captage, qu'il soit couvert ou non réglementairement par une Déclaration d'Utilité Publique.

L'entretien et le ravitaillement du matériel de chantier devront être réalisés hors des périmètres de protection rapprochée de captage et, en cas d'impossibilité technique, sur rétention adaptée.

En cas de forte vulnérabilité du captage ou en cas de contamination avérée des sédiments localisés à proximité de la zone de captage, le renforcement du contrôle sanitaire des eaux brutes captées pour un usage alimentaire est à la charge du bénéficiaire de la présente autorisation.

En cas de pollution engendrée par les travaux de dragage en amont d'un captage d'AEP, les analyses rendues nécessaires à celles pratiquées pour la production d'eau potable sont à la charge du bénéficiaire de la présente autorisation.

4.5. Protection des frayères

Si des frayères sont détruites, celles-ci seront reconstituées. Un inventaire des frayères est fait sur chaque zone de travaux et transmis au service police de l'eau.

Les travaux interviennent hors de la période de reproduction des espèces piscicoles pouvant se reproduire dans le canal.

4.6. Pêche de sauvegarde

En cas d'opération de dragage à sec ou toutes autres opérations influant sur le niveau de l'eau dans l'unité hydrographique cohérente, le maître d'ouvrage fait réaliser à ses frais les pêches électriques de sauvegarde par une structure agréée.

Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Article 6 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 7 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 8 - Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

En cas d'incident pouvant impacter la qualité sanitaire des eaux distribuées, le maître d'ouvrage s'engage à informer le gestionnaire de la ressource en eau potable, la délégation territoriale de l'Agence Régionale de la Santé et le Service Police de l'Eau de la DDT.

Article 9 - Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R 214-20 du code de l'environnement.

Article 10 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (en particulier l'extraction des sédiments, leur stockage et leur traitement), d'incidence Natura 2000 ou de destruction d'espèces protégées.

Article 13 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Meuse, et aux frais du demandeur, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – DT Nord-Est, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans chacun des départements de la Meuse, de la Marne et de la Meurthe-et-Moselle.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie des communes :

Dans le département de la Marne : BIGNICOURT SUR SAULX, BRUSSON, LE BUISSON, ETREPY, PARGNY SUR SAULX, PLICHANCOURT, PONTION, SERMAIZE LES BAINS, VITRY EN PERTHOIS,

Dans le département de la Meuse : BAR LE DUC, BAUDIGNECOURT, BOVIOLLES, CONTRISSON, DELOUZE ROSIERES, DEMANGE AUX EAUX, FAINS VEEL, GIVRAUVAL, GUERPONT, HOUDELAINCOURT, LIGNY EN BARROIS, LONGEAUX, LONGEVILLE EN BARROIS, MAUVAGES, MENAUCOURT, VAL D ORNAIN, NAIX AUX FORGES, NEUVILLE SUR ORNAIN, PAGNY SUR MEUSE, REMENNECOURT, REVIGNY SUR ORNAIN, SAINT AMAND SUR ORNAIN, SAINT JOIRE, SAUVOY, SAVONNIERES DEVANT BAR, SILMONT, TANNOIS, TREVERAY, TRONVILLE EN BARROIS, TROUSSEY, VELAINES, VILLEROY SUR MEHOLLE, VOID VACON, SORCY SAINT MARTIN,

Dans le département de Meurthe & Moselle : CHOLOY MENILLOT, DOMGERMAIN, ECROUVES, FOUG, LAY SAINT REMY, TOUL.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information en Préfectures de la Meuse, de la Marne et de la Meurthe-et-Moselle.

La présente autorisation sera publiée aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Marne, de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle et mis à disposition du public sur les sites internet des préfectures de la Meuse, de la Marne et de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 14 - Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Article 15 - Exécution - Diffusion

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse, le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle, la Sous-Préfète de Commercy, les Maires de BAR LE DUC, BAUDIGNECOURT, BOVIOLLES, CONTRISSON, DELOUZE ROSIERES, DEMANGE AUX EAUX, FAINS VEEL, GIVRAUVAL, GUERPONT, HOUDELAINCOURT, LIGNY EN BARROIS, LONGEAUX, LONGEVILLE EN BARROIS, MAUVAGES, MENAUCOURT, VAL D ORNAIN, NAIX AUX FORGES, NEUVILLE SUR ORNAIN, PAGNY SUR MEUSE, REMENNECOURT, REVIGNY SUR ORNAIN, SAINT AMAND SUR ORNAIN, SAINT JOIRE, SAUVOY, SAVONNIERES DEVANT BAR, SILMONT, TANNOIS, TREVERAY, TRONVILLE EN BARROIS, TROUSSEY, VELAINES, VILLEROY SUR MEHOLLE, VOID VACON, SORCY SAINT MARTIN (Meuse), les Maires de BIGNICOURT SUR SAULX, BRUSSON, LE BUISSON, ETREPY, PARGNY SUR SAULX, PLICHANCOURT, PONTION, SERMAIZE LES BAINS, VITRY EN PERTHOIS (Marne), les Maires de CHOLOY MENILLOT, DOMGERMAIN, ECROUVES, FOUG, LAY SAINT REMY, TOUL (Meurthe & Moselle) et les Chefs des Services Départementaux de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Meuse, de la Marne et de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, et dont copie conforme sera adressée aux :

- Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,
- Directeur Départemental des Territoires de la Marne,
- Directeur Départemental des Territoires de Meurthe & Moselle,
- Directrice de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Directeur de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne,
- Directeur du Parc Naturel Régional de Lorraine,
- Directeurs des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la Meuse, de la Marne et de Meurthe-et-Moselle,
- Présidents des Fédérations Départementales pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Meuse, de la Marne et de Meurthe-et-Moselle,
- Maires de ABAINVILLE, ANDERNAY, BEHONNE, BONNET, BROUSSEY EN BLOIS, CHANTERAIN, CHARDOGNE, COUVONGES, EUVILLE, LAIMONT, LANEUVILLE AU RUPT, LOISEY CULEY, MARSON SUR BARBOURE, MOGNEVILLE, MONTIGNY LES VAUCOULEURS, NAIVES EN BLOIS, NAIVES ROSIERES, NANCOIS SUR ORNAIN, NANTOIS, OURCHES SUR MEUSE, RANCOURT SUR ORNAIN, REFFROY, RESSON, SORCY SAINT MARTIN, VASSINCOURT, VAUCOULEURS, VAVINCOURT (Meuse),
- Maires de ALLIANCELLES, CHANGY, DOMPREMY, FAVRESSE, HEILTZ LE MAURUPT, HEILTZ L'EVEQUE, JUSSECOURT MINECOURT, LUXEMONT ET VILLOTTE, MAROLLES, MAURUPT LE MONTOIS, MERLAUT, OUTREPONT, REIMS LA BRULEE, VAUCLERC, VILLERS LE SEC, VITRY LE FRANCOIS (Marne),
- Maires de BOUCQ, CHAUDENEY SUR MOSELLE, DOMMARTIN LES TOUL, GONDREVILLE, PAGNEY DERRIERE BARINE, TRONDES (Meurthe & Moselle).

Châlons-en-Champagne, le 6 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Francis SOUTRIC

Bar-le-Duc, le 6 septembre 2013

La Préfète,
Pour la Préfète,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Nancy, le 6 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 16 septembre 2013 déclarant cessibles les parcelles nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dénommée « La Haie Cerlin », située sur le territoire de la commune de SEICHAMPS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-9 et R.11-19 à R.11-31;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment ses articles 5 à 7;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;
VU la convention-cadre du 23 mai 2007 conclue entre la Communauté urbaine du Grand Nancy et l'Etablissement public foncier Lorraine définissant les périmètres à enjeux de l'agglomération nancéenne et leurs modalités d'acquisition ;
VU la délibération n°B09/02 du 25 février 2009 de l'Etablissement public foncier (EPF) Lorraine approuvant la convention à passer avec la Communauté urbaine du Grand Nancy et la SOLOREM concernant l'acquisition et la rétrocession des biens sis sur le territoire communal de Seichamps, et chargeant son directeur général de mener à bien ces acquisitions et de signer les actes correspondants au nom de l'EPF Lorraine ;
VU la convention-cadre du 6 juillet 2009 conclue entre la Communauté urbaine du Grand Nancy, la SOLOREM et EPF Lorraine portant acquisition puis rétrocession des biens nécessaires à l'aménagement de la ZAC « La Haie Cerlin » à Seichamps ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 2012 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à réalisation des travaux d'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) dénommée « La Haie Cerlin », située sur le territoire de la commune de Seichamps ;
VU la demande du 18 février 2013 du directeur général de l'EPF Lorraine sollicitant l'ouverture de l'enquête parcellaire pour permettre de déterminer les parcelles à exproprier en vue de s'assurer la réalisation du projet déclaré d'utilité publique et d'identifier les propriétaires de ces parcelles ;
VU le dossier établi par EPF Lorraine en vue de l'enquête parcellaire;
VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2013 prescrivant l'ouverture, du 25 mars au 10 avril 2013 inclus, d'une enquête parcellaire sur le territoire de la commune de Seichamps ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de l'enquête parcellaire;
VU la notification individuelle aux propriétaires concernés, pour le dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de Seichamps ;
VU les résultats de l'enquête et l'avis favorable du 15 avril 2013 du commissaire enquêteur;
VU la demande du 13 août 2013 du directeur général de l'EPF Lorraine sollicitant un arrêté de cessibilité des parcelles, sises à Seichamps, concernées par l'opération;
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies;
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les parcelles nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagement de la ZAC dénommée « La Haie Cerlin », située sur le territoire de la commune de Seichamps ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;

ARRETE

Article 1er - Les parcelles, sises sur le territoire de la commune de Seichamps, désignées sur l'état et le plan parcellaire annexés au présent arrêté, sont déclarées immédiatement cessibles au profit de l'Etablissement public foncier (EPF) de Lorraine.

Article 2 - Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 - L'acquisition par EPF Lorraine des parcelles mentionnées dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, le directeur général de l'EPF Lorraine, en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires figurant sur l'état parcellaire.

Article 5 - La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'Etablissement public foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information au maire de Seichamps et au président de la Communauté urbaine du Grand Nancy.

Nancy, le 16 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes (plan et état parcellaires) sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Extrait de décision du 12 septembre 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 12 septembre 2013, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder à la société IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES l'autorisation de procéder à l'extension d'un ensemble commercial par création de trois cellules commerciales totalisant 2910m² de surface de vente, Espace Cap Fileo, 957 rue Pasteur à NEUVES-MAISONS.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de NEUVES-MAISONS.

Nancy, le 13 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

Extrait de décision du 12 septembre 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 12 septembre 2013, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder à la société HERLAURE SAS l'autorisation de procéder à l'extension de 2654m² d'un magasin Bricomarché, ZAC de Chanteheux à CHANTEHEUX.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de CHANTEHEUX.

Nancy, le 13 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

Arrêté MODIFICATIF N° 13.BI.25 du 17 septembre 2013 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel n°04/1273/A du 26 octobre 2004 nommant M. Francis GIROUX directeur des services de préfecture ;
VU l'arrêté ministériel n°10/0102/A du 21 janvier 2010 portant réintégration, nomination et détachement de M. Francis GIROUX, directeur de préfecture, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur de l'action locale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er février 2010 pour une période de cinq ans ;
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.52 du 20 novembre 2012 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale ;
VU la décision préfectorale du 12 juillet 2013 nommant Mme Martine GILLET, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjointe au chef du bureau des procédures environnementales, à la direction de l'action locale, au 1er septembre 2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - L'article 3 de l'arrêté n°12.BI.52 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis GIROUX, la délégation visée aux articles 1 et 2 ci-dessus est exercée : pour le bureau des procédures environnementales par M. Dimitri BOCQUET, attaché, chef de bureau ou, en son absence, par Mme Martine GILLET, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau.

Le reste est sans changement.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 17 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 13.BI.26 du 17 septembre 2013 accordant délégation de signature à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;
VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 8 février 2013 nommant M. Eric MEYNARD sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU le décret du président de la République en date du 8 juillet 2013 nommant M. François PROISY sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;
VU le décret du président de la République en date du 9 septembre 2013 nommant Mme Véronique ISART sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée, à compter du 12 septembre 2013, à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- les débits de boissons

- les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur

- toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,

- refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger.

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité,

2) Autorisations collectives de sortie du territoire pour les mineurs,

3) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;

4) Associations (récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens ;

2) Délivrance des titres de permis de conduire étrangers dont la conversion est possible ;

3) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

4) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de LUNEVILLE et mesures administratives consécutives à un examen médical ;

5) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route ;

6) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote ;

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;

- fixation des dates limites :

- du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;

- de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;

- de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints ;

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville.

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;

- autres modifications statutaires des dits E.P.C.I ;

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;

- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

6) Arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public de l'Habitat de Lunéville.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales.

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation,

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif.

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes.

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

- 1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :
 - des fonds structurels européens
 - des subventions d'État.
- 2) Arrêtés attributifs de subventions pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'elle est requise ;
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;
- 4) Signature au nom de l'État des contrats éducatifs locaux ;
- 5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, dans le cadre des permanences des samedis, dimanches, jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle de la préfecture, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers ;
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;
- toutes décisions en matière de mesures d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ;
- les décisions portant ;
- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;
- retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 3 : Délégation est donnée à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, cette présidence est assurée par Mme Martine CHENG, secrétaire générale de la sous-préfecture de l'arrondissement de Lunéville.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique ISART et Mme Martine CHENG, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Anne-Lise LURON, M. Patrice GILLES, Mme Neriman DURMUS et Mme Claudine SURMIN, secrétaires administratifs de classe normale.

Article 4 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la sous-préfecture de LUNEVILLE, délégation de signature est donnée à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés ;
- la constatation du service fait ;
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, délégation de signature est accordée à Mme Martine CHENG, secrétaire générale de la sous-préfecture de l'arrondissement de Lunéville, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er :

- paragraphe I sauf alinéas 1 et 2 ;
- paragraphe II,
- paragraphe III sauf alinéas 5 et 6,
- paragraphe V sauf alinéas 1, 4 et 5,
- paragraphes VI, VII, VIII et IX.

Délégation de signature est également accordée à Mme Martine CHENG pour signer tous documents relatifs aux matières énumérées à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique ISART et Mme Martine CHENG, délégation est donnée à Mme Anne-Lise LURON, M. Patrice GILLES, Mme Neriman DURMUS et Mme Claudine SURMIN, secrétaires administratifs de classe normale.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont exercées par M. Éric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Véronique ISART et de M. Eric MEYNARD, la suppléance de Mme Véronique ISART est assurée par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY.

Article 8 : L'arrêté préfectoral n°13.BI.23 du 26 août 2013 chargeant M. Éric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, d'assurer l'intérim des fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE est abrogé.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 17 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 13.BI.27 du 17 septembre 2013 accordant délégation de signature à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 27 juin 2013 nommant M. Michel PROSIC sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°13.BI.19 du 11 juillet 2013 accordant délégation de signature à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet ;
VU la décision préfectorale du 12 juillet 2013 nommant M. Bertrand SIFFERT, secrétaire administratif de classe normale, adjoint au chef du bureau de la prévention et de la sécurité au 1er septembre 2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 4 de l'arrêté préfectoral n°13.BI.19 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

Bureau de la prévention et de la sécurité :

M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à M. Bertrand SIFFERT, secrétaire administratif de classe normale, adjoint au chef du bureau.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 17 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-075 du 13 septembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection des couches de roulement de la RN59 entre les PR 5+500 et 7+300, dans les 2 sens de circulation

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date du 27/06/2012 présenté par le district de Nancy ;
VU l'information du CISGT « Myrabel » ;
VU l'information du CRICR de Metz ;
VU l'avis du district de Nancy en date du 13/09/2013 ;
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN59	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 5+500 au PR 7+300	
SENS	2 sens de circulation	
SECTION	Courante 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Réalisation d'un ECF 0/10 dans le sens Saint-Dié-des-Vosges – Lunéville (sens 2), et de PATA dans le sens Lunéville – Saint-Dié-des-Vosges (sens 1)	
PERIODE GLOBALE	Du 16/09/2013 au 20/09/2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Basculements de circulation de type 1+1 et 0 sur sens opposé - Fermeture d'échangeur avec mise en place de déviations	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI LUNEVILLE	MISE EN PLACE PAR : - CEI LUNEVILLE

Article 3 - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 16/09/2013 à 7h30 au 19/09/2013 à 7h30 <i>Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques</i>	RN59 sens 2 AK5 au PR 8+800 B31 au PR 5+050	- Basculement total 1+1 et 0 du sens 2 sur le sens 1 entre les ITPC des PR 7+600 et 5+250 - Fermeture de la bretelle de sortie RN59 vers RD148 en direction de Gerbéviller.	- Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement ; - Limitation de la vitesse à 90 km/h sur la section basculée (à double sens) ; - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules ; <u>Déviations :</u> - Les usagers circulant sur la RN59 et souhaitant se rendre en direction de Gerbéviller par la RD148 continueront sur la RN59 jusqu'au giratoire de Moncel-les-Lunéville où ils font demi-tour pour reprendre la RN59 en direction de Saint-Dié-des-Vosges et emprunter la bretelle de sortie de Gerbéviller.
		RN59 sens 1 AK5 au PR 4+000 B31 au PR 7+700	- Neutralisation de la voie de gauche.	- Limitation de la vitesse à 90 km/h ; - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules ;
2	Du 19/09/2013 à 7h30 au 20/09/2013 à 7h30 <i>Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques</i>	RN59 sens 1 AK5 au PR 4+000 B31 au PR 7+700	- Basculement total 1+1 et 0 du sens 1 sur le sens 2 entre les ITPC des PR 5+250 et 7+600 - Fermeture de la bretelle de sortie RN59 vers RD148 en direction de Gerbéviller. - Fermeture de la bretelle d'accès à la RN59 depuis la RD148 en direction de Saint-Dié-des-Vosges.	- Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement ; - Limitation de la vitesse à 90 km/h sur la section basculée (à double sens) ; - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules ; <u>Déviations :</u> Les usagers circulant sur la RN59 et souhaitant se rendre en direction de Gerbéviller par la RD148 continueront sur la RN59 jusqu'à l'échangeur de Saint-Clément où ils font demi-tour pour reprendre la RN59 en direction de Lunéville et emprunter la bretelle de sortie de Gerbéviller. Les usagers souhaitant emprunter la RN59 en direction de Saint-Dié-des-Vosges seront déviés par la RN59 en direction de Lunéville jusqu'au giratoire de Moncel-les-Lunéville où ils font demi-tour pour reprendre la RN59 en direction de Saint-Dié-des-Vosges.
		RN59 sens 2 AK5 au PR 8+800 B31 au PR 5+050	- Neutralisation de la voie de gauche.	- Limitation de la vitesse à 90 km/h ; - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules ;

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société COLAS,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 13 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0877 du 12 septembre 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY au 1er septembre 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS N° 2013/0508 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er - A partir du **1er septembre 2013** seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLÈTE

11 : Médecine 316.00 €

36 : SSR spécialisé 222.00 €

HOSPITALISATION DE JOUR

50 : Hôpital de jour 220.00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (6 rue du Haut Bourgeois-CO 50015 - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 – Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière Saint Charles**, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Lucien VICENZUTTI

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2013-0856 du 6 septembre 2013 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie du 8 rue de Bretagne à COSNES-ET-ROMAIN (54400) au 20 bis rue du Dauphiné dans la même commune - Licence N° 54#001074

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 mai 1991 portant l'octroi de la licence n°472 pour l'exploitation d'une officine de pharmacie sise 8 rue de Bretagne à COSNES-ET-ROMAIN (54400) ;
VU les déclarations d'exploitation de l'officine de pharmacie sise 8 rue de Bretagne à COSNES-ET-ROMAIN en Société en Nom Collectif (SNC), déposées par Monsieur Guillaume LAMARQUE et Madame Fabienne LAMARQUE, docteurs en pharmacie, enregistrées sous les numéros 1026 et 1027 par les arrêtés DDASS/AES/n°138-99 et 139-99 du 22 avril 1999, pour un début d'exploitation à compter du 1er mai 1999 ;
CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur Guillaume LAMARQUE et Madame Fabienne LAMARQUE, docteurs en pharmacie, associés au sein de la SNC « Pharmacie de Bretagne », dont Monsieur Guillaume LAMARQUE est le gérant, en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'ils exploitent 8 rue de Bretagne à COSNES-ET-ROMAIN (54400) au 20 bis rue du Dauphiné dans la même commune, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, le 10 juin 2013 ;
CONSIDERANT conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique
- l'avis favorable émis par le Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 20 juin 2013 ;
- l'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 11 juillet 2013 ;
- l'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle en date du 5 août 2013 ;
- l'avis favorable émis par l'Union Nationale des Pharmacies de France en date du 31 juillet 2013 ;
- l'avis favorable émis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine en date du 25 juillet 2013 ;
CONSIDERANT que cette officine de pharmacie est la seule implantée à COSNES-ET-ROMAIN, dont la population municipale est de 2621 habitants selon le recensement de la population légale 2010 entrée en vigueur au 1er janvier 2013 ;
CONSIDERANT que le lieu projeté pour le transfert de l'officine est distant d'environ 50 mètres de l'emplacement actuel ;
CONSIDERANT que le transfert projeté n'a pas pour effet de compromettre l'approvisionnement en médicaments de la population desservie ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert garantit l'accueil du public dans des locaux adaptés aux besoins de la patientèle ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;
CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies sous réserve des observations figurant dans l'avis rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 5 septembre 2013 ;
CONSIDERANT que les conditions fixées par l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique, conditionnant l'octroi d'un transfert d'officine sont donc satisfaites ;

ARRETE

Article 1er - La demande de licence présentée par Monsieur Guillaume LAMARQUE et Madame Fabienne LAMARQUE, docteurs en pharmacie, associés au sein de la SNC « Pharmacie de Bretagne » dont Monsieur Guillaume LAMARQUE est le gérant, en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'ils exploitent 8 rue de Bretagne à COSNES-ET-ROMAIN (54400) au 20 bis rue du Dauphiné dans la même commune est accordée.

Article 2 - La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#001074

Article 3 - L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation peut être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 - L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente doit être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 - La licence n°54#00472 octroyée le 31 mai 1991 sera caduque dès la réalisation du transfert et remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 6 - L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 - En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 - Toute modification des éléments du présent arrêté devra faire l'objet d'une déclaration aux autorités compétentes.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 10 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle,
- et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et du département de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS n° 2013-0857 du 6 septembre 2013 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie du 108 bis rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230) au n°131 de cette même rue dans la même commune - Licence N° 54#001075

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 6 août 1975 portant l'octroi de la licence n°405 pour l'exploitation d'une officine de pharmacie sise 108 bis rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230) ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 2008 enregistrant sous le n° 1234 la déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie sise 108 bis rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230) déposée par Monsieur Sébastien PIERSON et Madame Isabelle VOLLMAR épouse PIERSON, docteurs en pharmacie, gérants de la SELARL «Pharmacie PIERSON-VOLLMAR», pour un début d'exploitation à compter du 1er avril 2008 ;
CONSIDERANT la demande de licence présentée Monsieur Sébastien PIERSON et Madame Isabelle PIERSON, docteurs en pharmacie, gérants de la SELARL «Pharmacie PIERSON-VOLLMAR », pour le transfert de l'officine de pharmacie qu'ils exploitent 108 bis rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230) au n° 131 de cette même rue dans la même commune, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, le 7 juin 2013 ;
CONSIDERANT conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique
- l'avis favorable émis par le Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 19 juin 2013 ;
- l'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 11 juillet 2013 ;
- l'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle en date du 5 août 2013 ;
- l'avis favorable émis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine en date du 30 juillet 2013 ;
- l'absence d'avis de l'Union Nationale des Pharmacies de France de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine sollicité par courrier présenté le 14 juin 2013 à ce syndicat ;
CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Neuves Maisons est de 7 162 habitants selon le recensement de la population légale en 2010 entré en vigueur le 1er janvier 2013 ;
CONSIDERANT que 3 officines de pharmacie sont implantées sur la commune ;
CONSIDERANT que le lieu projeté pour le transfert de l'officine est situé en face de l'emplacement actuel ;
CONSIDERANT que le transfert projeté n'a pas pour effet de compromettre l'approvisionnement en médicaments de la population desservie ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert garantit l'accueil du public dans des locaux adaptés aux besoins de la patientèle ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;
CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies sous réserve des observations figurant dans l'avis rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 5 septembre 2013 ;
CONSIDERANT que les conditions fixées par l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique, conditionnant l'octroi d'un transfert d'officine sont donc satisfaites ;

ARRETE

Article 1er - La demande de licence présentée par Monsieur Sébastien PIERSON et Madame Isabelle PIERSON, docteurs en pharmacie, gérants de la SELARL «Pharmacie PIERSON-VOLLMAR », pour le transfert de l'officine de pharmacie qu'ils exploitent 108 bis rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230) au n° 131 de cette même rue dans la même commune est accordée.

Article 2 - La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#001075

Article 3 - L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation peut être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 - L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente doit être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 - La licence n°54#00405 octroyée le 6 août 1975 sera caduque dès la réalisation du transfert et remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 6 - L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 - En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 - Toute modification des éléments du présent arrêté devra faire l'objet d'une déclaration aux autorités compétentes.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux,
à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 10 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux demandeurs et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
- Monsieur le Président de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle

et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et du département de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION DE LA STRATEGIE**Arrêté n° 2013-0868 en date du 10 septembre 2013 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe & Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
 VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;
 VU le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire ;
 VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 novembre 2010, définissant les territoires de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2011 - 35 en date du 7 février 2011, portant composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;
 VU l'arrêté n° 2013 - 0277 en date du 28 mars 2013, modifiant la composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er - La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Eric GAUTHIER (FHF - Cirey sur Vezouze)
Bernard DUPONT (FHF - CHU Nancy)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF - CH Lunéville)
En attente de désignation	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Michel CLAUDON (FHF - CHU)	Alain MITON (FHF - Maternité Régionale)
David PINEY (FHF - Lunéville)	Isabelle GINDRE (FHF - Toul)
Christian BRETON (FHP - Clinique Louis Pasteur)	Vincent MAUVADY (FHP - Clinique Ambroise Paré)

Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTOYA (GEPSo - CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (GEPSo - MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Alexandre HORRACH (DG AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF - Faulx)
Geneviève MOREAUX (SYNERPA - Korian PLAISANCE)	Xavier MURGIA (SYNERPA - La Roche aux Carmes - Longwy)
Yves BATON (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBAKER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Christian PALLAS (UC-CMP)	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE

représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne BELLUT (dermatologue)	Michel VIRTE (O.R.L.)

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Claudine GILLANT (Présidente URPS Infirmiers)	Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc AYME (Président URCDL)	Philippe BICHET (Trésorier URCDL)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marion OUALI-KISLER	Andres HUERTAS

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARMi Est)

Catherine COLLARD (représentante MRSL Pays Lunévillois)	Marc DEBOUVERIE (Président LORSP)
---	-----------------------------------

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS

associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CFDT)	Pierrette HOFFMANN (retraîtée FSU)

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des groupements de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	Valérie JURIN (conseillère communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Nicole FEIDT (maire de Toul)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy)
Valérie ROSSO-DEBORD (adjointe au maire de Nancy)	Jean-Luc SENAULT (maire de Flavigny sur Moselle)

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice présidente du Conseil Général Meurthe et Moselle)	Michel MARCHAL (Conseiller Général Meurthe et Moselle)
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale - Vice présidente du Conseil Général Meurthe et Moselle)	Rose-Marie FALQUE (Conseillère générale Meurthe et Moselle)

Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

Article 2 - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy, le 10 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

AFFAIRES JURIDIQUES ET MARCHES PUBLICS

Arrêté DREAL-2013-09 du 4 septembre 2013 portant subdélégation de signature

La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté SGAR n° 551 du 31 décembre 2012 portant organisation de la DREAL Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012 modifié de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,

AR R E T E

Article 1er - Subdélégation de signature est donnée à **MM. Guy LAVERGNE** et **Samuel MEUNIER**, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012 modifié.

Article 2 - Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012 modifié, dans les conditions et limites suivantes :

1 - mines et sécurité dans les carrières :

1-1 - mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement,

1-2 - gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;

1-3 - application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

Agents	Actes		
	1-1	1-2	1-3
Mme A-F. LE CLÉZIO - CORON , chef du service « Prévention des risques » (PR)	•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•
Mme P. HANOCQ , chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•	•
M. R. MAZZOLENI , chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•	•
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•
M. D. MAIRE , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•

2 – équipements sous pression de vapeur ou de gaz :

2-1 - enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;

2-2 - décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926, du décret du 18 juillet 1943 et de l'arrêté du 23 juillet 1943 ;

2-3 - accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;

2-4 - autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;

2-5 - autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;

2-6 - prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;

2-7 - agrément de bouteilles d'acétylène ;

2-8 - agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;

2-9 - décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;

2-10 - décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables).

Agents	Actes									
	2-1	2-2	2-3	2-4	2-5	2-6	2-7	2-8	2-9	2-10
Mme A-F. LE CLÉZIO - CORON , chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J. MOLE , chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. C. DROIT , ingénieur à la division « RTI »	•									
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. D. MAIRE , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

3 - Canalisations :

3-1 - autorisations et renoncations des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;

3-2 - autorisations et renoncations de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;

3-3 - autorisations et renoncations des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;

3-4 - surveillance, contrôles et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Agents	Actes			
	3-1	3-2	3-3	3-4
Mme A-F. LE CLÉZIO - CORON , chef du service « PR »	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. J. MOLE , chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)				•
M. M. COURTY , chef de la division « impact »	•	•	•	

M. C. DROIT , ingénieur à la division « RTI »				• (surveillance)
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•
M. D. MAIRE , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•

4 - Véhicules et transport routier :

- 4-1 - réceptions et homologations des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques ;
- 4-2 - réceptions des citernes de transports de matières dangereuses ;
- 4-3 - délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes ;
- 4-4 - délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage ;
- 4-5 - délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route ;
- 4-6 - agrément des contrôleurs et des centres de contrôle technique de véhicules poids lourds à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission ;
- 4-7 - surveillance des centres de contrôles technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,
- 4-8 - surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

Agents	Actes							
	4-1	4-2	4-3	4-4	4-5	4-6	4-7	4-8
Mme B. AGAMENNONE , chef du service « transports, infrastructures et déplacements »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. OURY , chef de la division « contrôle des véhicules » (DCV)	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. SERRE , chef du pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme P. SAR , chef du pôle « contrôle des TMD »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. RaUBER , technicien au pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. A. LANDCKOCZ , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. M. ALBRECHT , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. C. DEREANT , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. F. HAUTTEMENT , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. M. MANSOUR , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. P. Pelinski , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. D. MAIRE , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. CODET , coordonateur du pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. LASSERRE , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. DUFOIR , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						
Mme R. SCHEFFER , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						

5 – Environnement industriel et déchets :

- 5-1 - validation des déclarations des émissions annuelles de CO₂ déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
- 5-2 - actes et décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006 ;
- 5-3 - demandes de compléments relatives aux dossiers de demande d'autorisation ou d'enregistrement présentés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- 5-4 - demande de dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation quand l'installation dont l'enregistrement est sollicité ne relève pas de ce dernier régime,
- 5-5 - confirmation à l'exploitant du caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement.

Agents	Actes				
	5-1	5-2	5-3	5-4	5-5
Mme A-F. LE CLÉZIO - CORON , chef du service « PR »	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•
M. M. COURTY , chef de la division « impact »	•	•	•	•	•
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•
M. D. MAIRE , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•

6 – Evaluation environnementale des projets :

- 6-1 - information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement),
- 6-2 - accusé de réception des demandes d'examen préalable « cas par cas », demande de compléments, arrêtés décidant de la nécessité ou non de produire une évaluation environnementale, traitement des contentieux afférents,
- 6-3 - saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base,

6-4 - formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement,
6-5 - transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

Agents	Actes				
	6-1	6-2	6-3	6-4	6-5
Mme A-F. LE CLÉZIO - CORON , chef du service « PR »	•		•	•	•
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR »	•		•	•	•
M. M. COURTY , chef de la division « impact »	• (ICPE)		• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. J. MOLE , chef de la division « RTI »	• (ICPE)		• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. P. PELINSKI , chef de l'UT 54/55	• (ICPE)		• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. D. MAIRE , adjoint au chef de l'UT 54/55	• (ICPE)		• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
Mme D. ESTIENNE , chef du service « connaissance, évaluation et stratégie du DD »	•	•		•	•
M. R. MARCELET , chef de la division « évaluation et stratégie du DD »	•	•		•	•

7 – Energie

7-1 - décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz,
7-2 - accusés de réception, saisines, consultations et autres correspondances intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques
7-3 - décisions de toute nature intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques
7-4 - délivrance des certificats d'économie d'énergie,
7-5 - délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

Agents	Actes				
	7-1	7-2	7-3	7-4	7-5
Mme G. LEJOSNE , chef du service « Climat, Energie, Logement, Aménagement » (CELA)				•	•
M. E. HILT , adjoint au chef du SCELA				•	•
Mme A-F. LE CLÉZIO - CORON , chef du service « PR »	•	•	•		
M. P. HESTROFFER , adjoint au chef de service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de Mme LE CLÉZIO)		•	•		
M. J. MOLE , chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI) (en cas d'absence ou d'empêchement de Mme LE CLÉZIO)		•	•		
M. M. COURTY , chef de la division « impact » (en cas d'absence ou d'empêchement de Mme LE CLÉZIO)	•	•	•		
Mme P. HANOCQ , chef de la division « risques miniers et sous sol », service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de Mme LE CLÉZIO)		•	•		

8 – Protection des espèces

8-1 - décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé,
8-2 - décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces Eretmochelys imbricata et Chelonia mydas par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,
8-3 - décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,
8-4 - décisions relatives au transport et à l'exposition au public des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement ;
8-5 - décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement ;
8-6 - décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés ;
8-7 - décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;
8-8 - décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées.

Agents	Actes							
	8-1	8-2	8-3	8-4	8-5	8-6	8-7	8-8
Mme M-P. LAIGRE , chef du service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. A. LERCHER , adjoint au chef du service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. L. CHRÉTIEN , chef de la division "gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux"	•	•	•	•	•	•	•	•

Article 3 - L'arrêté DREAL – 2013 – 01 du 15 mars 2013 est abrogé à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 4 - La Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
E. GAY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

SECRETARIAT DE DIRECTION

Arrêté du 2 septembre 2013 portant délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal (SIP de VANDOEUVRE)

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Vandoeuvre,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;
VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R* 247-4 et suivants ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

ARRETE

Article 1er - Délégation de signature est donnée à M. HODEN Vincent, inspecteur, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de Vandoeuvre, à l'effet de signer en cas d'empêchement du responsable :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
 - a) les avis de mise en recouvrement ;
 - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
 - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 1er bis - Délégation de signature est donnée à M. THIRIET Jean-Marie, contrôleur principal, à l'effet de signer les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

- 2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

MARSAN Véronique

THIRIET Jean-Marie

POUYET Sarah

- 3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

BADET Brigitte

DEGOUTIN Béatrice

FONTAINE Christophe

HEILI Sylvette

HEIMROTH Monique

NICOT Corinne

AYMONIN Pascal

VILLEMIN Sylvie

ZANIN Chantal

Article 3 - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 3°) les avis de mise en recouvrement ;
- 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
HODEN Vincent	Inspecteur	500 €	10 mois	5 000 €
DURAND Régine	Contrôleur principal	500 €	10 mois	5 000 €
STRABACH Françoise	Contrôleur	500 €	10 mois	5 000 €
PETILLOT Viviane	Contrôleur	500 €	10 mois	5 000 €

Article 4 - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
FILLION Séverine	Contrôleur	2 000 €	2 000 €	3 mois	2 000 €
PHILIPPE Michèle	Agent d'administration principal	2 000 €	2 000 €	3 mois	2 000 €

Article 5 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 2 septembre 2013

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers,
Claire STREBLER

Arrêté du 2 septembre 2013 portant délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal (SIE de VANDOEUVRE)

Le comptable, Denis DELARUE, responsable du service des impôts des entreprises de VANDOEUVRE.

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;
 VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;
 VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

ARRETE

Article 1er - En l'absence du comptable, délégation de signature est donnée à M. Patrick PERRIN, Inspecteur, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de VANDOEUVRE, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
 - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;
 - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
 - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2 - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 - 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 - 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
 - 4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
 - 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

1) Contentieux et gracieux d'assiette

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses Assiette	Limite des décisions gracieuses Assiette	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
PERRIN Patrick	Inspecteur	15 000 €	10 000 €	6 mois	20 000 euros
PERRIN Marie-Hélène	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
FIXARD Nicole	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
HECHON Nicole	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
LIMMACHER Gilles	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
VAUTHIER-PETIT Marie-Pierre	Contrôleur	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros

2) Gracieux du recouvrement

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses recouvrement
PERRIN Patrick	Inspecteur	10 000 €
PERRIN Marie-Hélène	Contrôleur Principal	2 000 €
FIXARD Nicole	Contrôleur Principal	2 000 €
HECHON Nicole	Contrôleur Principal	2 000 €
LIMMACHER Gilles	Contrôleur Principal	2 000 €
VAUTHIER-PETIT Marie-Pierre	Contrôleur	2 000 €

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 2 septembre 2013

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de Vandoeuvre-lès-Nancy,
 Denis DELARUE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES****Arrêté du 29 août 2013 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques miniers (PPRM) sur les communes de Joudreville, Mont-Bonvillers et Piennes**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 à R. 562-10-2 ;

VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 avril 2010 approuvant le PPRM sur les communes de Landres, Mont-Bonvillers et Piennes et l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2010 approuvant le PPRM sur la commune de Joudreville ;
VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;
VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;
VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2012 prescrivant la modification du PPRM sur les communes de Joudreville, Mont-Bonvillers et Piennes ;
VU la concertation finalisée par la clôture des registres d'enquête le 12 mars 2013 pour Joudreville, le 25 février 2013 pour Mont-Bonvillers, le 12 mars 2013 pour Piennes et le 16 mars 2013 pour l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres ;
VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1er - La modification du plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvée sur les communes de Joudreville, Mont-Bonvillers et Piennes. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-visées et à l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - La modification du PPR approuvée sera tenue à la disposition du public dans les mairies des communes sus-visées et à l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres, à la Direction Départementale des Territoires, à la Sous-Préfecture de Briey et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 - Les services de l'Etat, les maires des communes sus-visées, le président de l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

Nancy, le 29 août 2013

Le Préfet
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**Arrêté de subdélégation de signature du 13 septembre 2013 (ordonnateur secondaire et marchés)**

La Directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 11 OSD 12 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations ;

ARRETE

Article 1er - En application des articles 4 et 10 de l'arrêté préfectoral N°11 OSD 12 susvisé, en mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, subdélégation est donnée à :

- M. Laurent CLAUDET, directeur départemental adjoint

à l'effet de signer dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral susvisé et notamment les dispositions de l'article 9, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, en tant que responsable de l'unité opérationnelle, tant pour les dépenses que pour les recettes que pour les dépenses.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine BOURGUIGNON et de M. Laurent CLAUDET, la subdélégation est donnée aux chefs de service suivants :

- M. Michel FRANCOIS

- M. Eric MOGET

- Mme Hélène SADONES dès sa prise de fonction le 14 octobre 2013.

Article 3 - Délégation de signature est donnée à

- Emmanuelle HULMANN

- Marie-Pierre MASSON

- Claudie JEANNOT

à l'effet de valider les demandes d'achat dans Chorus Formulaires.

Article 4 - Toute disposition antérieure à cette date est abrogée.

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et aux responsables des plate-formes CHORUS dont dépend la DDPP.

Nancy, le 13 septembre 2013

La Directrice départementale de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

Arrêté de subdélégation de signature du 13 septembre 2013

La Directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 13. BI. 09 du 23 mai 2013 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations ;

ARRETE

Article 1er - En mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, la délégation de signature est exercée de la manière suivante :

Pour l'ensemble des actes juridiques mentionnés à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013, sous réserve des dispositions de ses articles 2 et 3 le directeur départemental adjoint, Laurent CLAUDET

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine BOURGUIGNON et de M. Laurent CLAUDET, la subdélégation est donnée aux chefs de service suivants :

- Eric MOGET

- Hélène SADONES dès sa prise de fonction le 14 octobre 2013

- Michel FRANCOIS, chef du service
- Anne DELEPORTE

Article 3 - En vertu de l'article 3 de l'arrêté préfectoral N°13 BI. 09 du 23 mai susvisé, demeurent soumis à la signature du Préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre
- aux ministres
- aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au Préfet de région et au président du Conseil Régional
- au président du Conseil Général
- au président de la Communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 - La subdélégation accordée par Mme Catherine BOURGUIGNON ne concerne pas les actes cités à l'article 2 de l'arrêté préfectoral, qui en son absence ou en cas d'empêchement, demeureront soumis à la signature du Préfet.

Article 5 - Toute disposition antérieure à cette date est abrogée.

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à madame l'administratrice générale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 septembre 2013

La Directrice départementale de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE

Délégation de signature 2013-09-06 du 6 septembre 2013

Monsieur Bernard DUPONT, Directeur général, Président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

VU le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er - Donne délégation à Monsieur Philippe WERNERT, directeur adjoint, à Mesdames Maud FERRIER, Liliane ROUX, Julie THUILLEAUX et Isabelle VIRION, directrices adjointes, à Madame Annie HOEFFEL et Monsieur Patrick MILLET, attachés d'administration hospitalière, à Madame Emeline ANDRÉ et Monsieur Patrice VELLE, adjoints des cadres et à Madame Magali BASTIEN, faisant fonction d'adjoint des cadres, pour signer en son nom et place tous les documents administratifs relatifs aux soins sans consentement en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 5 juillet 2011.

Article 2 - Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, agissant dans le cadre des gardes de direction qu'ils assurent conformément aux tableaux de garde arrêtés par la directrice générale par intérim.

Article 3 - La présente délégation se substitue à la délégation du 4 mars 2013.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 septembre 2013

Le Directeur général, Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

Philippe WERNERT, Maud FERRIER, Liliane ROUX, Julie THUILLEAUX, Isabelle VIRION, Annie HOEFFEL, Patrick MILLET, Emeline ANDRÉ, Magali BASTIEN et Patrice VELLE.

